

# TABLE DES MATIÈRES

## 1. Justification d'une dévaluation

## 2. La petite entreprise au Burkina Faso

- 2.1. Importance du secteur non structuré ou informel
- 2.2. Définition de la petite entreprise (PE)

## 3. Enquête sur la petite entreprise (PE) burkinabée

- 3.1. Plan de sondage
- 3.2. Une enquête socio-économique
- 3.3. Caractéristiques de la PE étudiée

## 4. L'impact de la dévaluation

- 4.1. Valeur scientifique de l'enquête
- 4.2. Chiffes d'affaires
- 4.3. Coûts de production
  - a. Consommations intermédiaires
  - b. Main d'oeuvre, impôts et taxes
- 4. Analyse financière
  - a. La valeur ajoutée (VA)
  - b. L'exédent brut d'exploitation (EBE)

### **Mort ou résurrection ?**

---

La dévaluation de 50% du Franc CFA en janvier 1994 a été un véritable coup de tonnerre pour l'Afrique francophone. En fait, elle a correspondu à une révolution économique pour des pays qui avaient toujours vécu dans le giron protecteur de l'ancienne métropole. Aussi avons-nous réalisé une enquête pour savoir quel était l'impact de cette dévaluation sur un secteur sensible, celui de la petite entreprise.

Cependant, avant de présenter les résultats de notre enquête, nous rappellerons le contexte macroéconomique.

## 1. JUSTIFICATION D'UNE DÉVALUATION

Indépendamment du renforcement de la solvabilité des Etats au niveau de leurs balance des paiements ou de leurs équilibres budgétaires, la dévaluation devait selon la Banque Mondiale et le FMI, améliorer la compétitivité des entreprises, favoriser les productions locales et stimuler les exportations. Que s'est-il en fait passé entre 1994 et 1996, en particulier au Burkina ?

Le Burkina Faso, pays des hommes intègres depuis le passage de Sankara [1](#), est une nation pauvre [2](#) mais qui a la réputation d'être bien gérée. La dette par habitant était en 1992 la plus faible d'Afrique (111\$) de même que le rapport Dette/PNB (36%), le Burkina étant le seul pays à être au dessous du plafond fixé par les argentiers (50%). Quant au taux de croissance réel par habitant entre 1985 et 1992, le Burkina est l'un des rares pays à avoir un taux positif (0,9%).

Cependant, le *taux de couverture* des importations par les exportations n'est en moyenne que de 49% au cours de la dernière décennie. Depuis la dévaluation, on observe une amélioration de ce taux qui est passé de 55% en 1993 à 60% environ en 1994 et 1995 à la grande satisfaction des bailleurs de fonds. Notons l'évolution positive de l'ensemble du commerce de l'UEMOA [3](#) où le solde commercial est passé de -28 milliards FCFA en 1993 à +223 milliards en 1994 [4](#).

En 1994 et 1995, les exportations de coton ont augmenté, tandis que celles du bétail ont "explosé" en 1994 et se sont maintenues en 1995. Quant aux importations de biens de consommation et d'équipement, quoiqu'ayant elles aussi gonflé, elles ont été largement comblées par l'aide publique internationale, qui a augmenté de 66% en 1994 et de 164% en 1995 par rapport à 1993.

### Balance courante du Burkina Faso depuis 1985

<i>Mia FCFA</i>	1985	1987	1989	1991	1993	1994	1995
Exportations (FOB)	58,8	69,1	58,9	75,9	74,3	125,4	136,2

- Coton	11,7	20,1	14,4	29,3	22,2	32,8	52,9
- Elevage	6,4	5,4	6,2	8,2	8,2	32,9	35,5
- Or	5,9	14,5	11,4	11	8,1	9,7	14,7
Importations (FOB)	<b>151,8</b>	<b>139,2</b>	<b>137</b>	<b>138,4</b>	<b>133,4</b>	<b>202,7</b>	<b>227,2</b>
- Pétrole	16,4	8,5	8,5	12	11,4	15,6	16,8
- Equipement	40,1	52	32,2	31,3	27,6	46,2	64,4
Balance commerciale	<b>-93</b>	<b>-70,1</b>	<b>-78,1</b>	<b>-62,5</b>	<b>-59,1</b>	<b>-77,3</b>	<b>-91</b>
Taux de couverture (Exp/Imp)	38,7%	49,6%	42,9%	54,8%	55,6%	61,8%	59,9%
Balance des biens et services	<b>-144,8</b>	<b>-119,7</b>	<b>-126</b>	<b>-115,3</b>	<b>-103,7</b>	<b>-136,5</b>	<b>-151,5</b>
Balance courante							
- avec dons	-25,1	-11,9	+32,5	-26,4	-21,7	+4,8	+44,5
- sans dons	-82,1	-70,4	-81,2	-87,6	-80,3	-106,3	-121,1

Source : Instrument automatisé de prévision, INSD-GTZ

La hausse des prix au Burkina a été de 30% en 1994 mais seulement de 5% au premier semestre 1995, soit 35% au total pendant la période de l'étude, l'inflation ayant été plus forte dans les pays pétroliers (45% au Gabon et au Congo) que dans les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger).

Aussi les unités industrielles qui utilisent une forte composante de produits importés et qui sont tournées vers les marchés intérieurs, *"ont vu leur activité déprimée sous le double effet du renchérissement du coût des intrants et de la contraction de la demande intérieure"*. <sup>5</sup>Nous allons, hélas, conforter cette observation au cours de notre voyage au coeur de la petite entreprise.

## 2. LA PETITE ENTREPRISE (PE) AU BURKINA FASO<sup>(8)</sup>

La petite entreprise est une personne morale ambiguë <sup>6</sup>. Avant de la définir (et de préciser le concept), essayons de la cerner à travers un ensemble plus vaste, celui du secteur non structuré.

### 2.1. Importance du secteur non structuré ou informel

On estime la contribution du secteur non structuré à environ 30% du PIB du Burkina Faso, à égalité avec le secteur primaire et devant le secteur industriel <sup>7</sup>. Environ 75% des emplois urbains seraient fournis par le secteur non structuré, 15% par les services gouvernementaux et un peu plus de 10% par le secteur moderne. Ce secteur joue aussi un rôle important dans la création d'entreprise. Entre 1985 et 1992, la croissance du secteur informel aurait été plus rapide que celle du secteur moderne et du secteur primaire.

Selon le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines, est considérée comme PME au Burkina Faso *"toute entreprise privée, légalement constituée et satisfaisant aux conditions suivantes :*

- *le gestionnaire est propriétaire ou associé ;*
- *l'entreprise tient une comptabilité (plan comptable) ;*
- *le montant de l'investissement est compris entre 5 et 200 millions de FCFA ;*
- *le nombre de salariés est au minimum de trois employés déclarés à la sécurité sociale".*

Les entreprises du secteur informel ne répondant pas aux critères de la PME, le Burkina Faso leur a reconnu un statut spécial. Depuis 1993, une nouvelle forme d'imposition, la *CSI ou Contribution du Secteur Informel*, a été instaurée : *"Sont assujetties à la contribution du secteur informel les personnes physiques dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 15 millions de FCFA qu'elles exercent leurs activités à demeure fixe ou en ambulance..."*

### 2.2. Définition de la petite entreprise (PE)

Le secteur informel occupe un immense espace et il faut le segmenter pour mieux l'appréhender car il regroupe des ensembles peu homogènes. Qu'y a-t-il en effet de commun entre un petit marchand ambulancier de cigarettes ou de légumes et un soudeur ou un menuisier ? Or, ils seront tous classés informels parce qu'ils ne tiennent pas de comptabilité écrite ou ne paient pas de cotisation à la caisse nationale de sécurité sociale. Aussi, nous sommes-nous focalisés dans notre enquête sur le secteur informel supérieur, car lui seul possède des PE qui ont des

caractéristiques entrepreneuriales, le reste du secteur ayant peu de potentialité de croissance et se raccrochant plus à la survie qu'à l'économie.

Les petites entreprises ciblées ont une activité régulière (non saisonnière) et disposent d'un capital minimal de 150.000 FCFA. Les plus petites d'entre elles ressemblent aux micro-entreprises tandis que les plus importantes présentent des caractéristiques proches de celles du secteur formel. Certaines même ont toutes les caractéristiques des PME, à l'exception de leur capital inférieur à 5 millions de FCFA. Ces entreprises occupent tous les secteurs : commerce, production, transport, services, construction, etc. En général, la comptabilité y est sommaire (cahier entrée-sortie) mais elles dégagent un excédent brut d'exploitation qui leur permet de renouveler leur équipement ou de faire des investissements.

Ce secteur, qui devait profiter du changement de parité monétaire puisqu'il offre sur le marché des produits de substitution, a en fait traversé avec plus ou moins de bonheur les remous de la dévaluation, certaines catégories comme le bâtiment se retrouvant dans une meilleure position quand d'autres, plus nombreuses, ont subi une baisse de leur marge et leur chiffre d'affaires réel.

### **3. ENQUÊTE SUR LA PETITE ENTREPRISE (PE) BURKINABEE**

Depuis deux décennies alors que l'on observe une stagnation du secteur moderne, le secteur informel supérieur a montré qu'il était (et qu'il serait) le plus dynamique [9](#). C'est la raison pour laquelle nous avons orienté notre recherche sur la petite entreprise, la PE type de notre enquête étant un établissement fixe créé avant 1992 pour pouvoir mesurer l'impact de la dévaluation avec un capital estimé entre 150.000 et 15 millions de FCFA, limite supérieure arbitraire.

#### **3.1. Plan de sondage**

Les enquêtes en province ont été réalisées dans les 5 zones agro-économiques principales du pays [10](#). Dans le dosage province-Ouagadougou, nous avons conservé une proportion équivalente à celle de l'Office national pour la promotion de l'emploi (ONPE), Ouagadougou pesant environ 57% dans notre enquête. Après avoir interrogé 200 entreprises, l'échantillon final validé a été de 74 entreprises pour les enquêtes réalisées en province, et de 99 pour Ouagadougou. Nous avons appliqué la méthode des sondages non aléatoires ou *méthode des quotas* en construisant un échantillon le plus proche possible de celui de la population mère. En fait, nous n'avons suivi cette méthode que sur le plan géographique et non au niveau socio-professionnel.

Notre échantillon ne représente pas tout le secteur informel mais seulement sa partie supérieure, "le haut de gamme", à la différence d'autres enquêtes déjà

réalisées au Burkina par Meine Pieter van Dijk<sup>11</sup> en 1976, l'ONPE <sup>12</sup> en 1987, Charmes <sup>13</sup> en 1989, Idrissa Ouédraogo <sup>14</sup> en 1993. De plus, l'artisanat utilitaire ou de production a été privilégié, les effets de la dévaluation ayant semblé plus intéressants à analyser dans cette activité, où évoluent des entreprises susceptibles d'être dynamisées par l'affaiblissement de la concurrence externe, que dans le commerce même si cette branche occupe plus de la moitié du secteur informel.

### **3.2. Une enquête socio-économique**

La PE burkinabè ne peut s'appréhender en fonction des critères classiques issus du secteur moderne. L'environnement africain a des effets immédiats sur son fonctionnement, son management, sa rentabilité et sa croissance, la PE évoluant dans un milieu spécifique avec ses caractéristiques socio-économiques <sup>15</sup>. Aussi le questionnaire a-t-il été simplifié au maximum pour poser aux artisans les questions auxquelles ils pouvaient répondre. Par exemple, la question sur les *amortissements* a été supprimée et l'analyse s'arrête à l'Excédent Brut d'Exploitation <sup>16</sup>. Les résultats de l'enquête ont ainsi permis de reconstruire un *compte de résultat mensuel simplifié* avant et après la dévaluation et de comparer le mois de l'enquête à un mois équivalent d'avant la dévaluation.

Précisons que cette enquête où la mémoire est privilégiée puisque les informations écrites sont rares (archives comptables par exemple) ne pouvait être réalisée trop longtemps après la dévaluation, les données s'estompant peu à peu avec le temps. L'essentiel étant la valeur des informations récoltées, leur qualité plutôt que leur nombre, l'enquête a été de style qualitatif, anthropologique même dans l'approche des interlocuteurs <sup>17</sup>. Les informations récoltées sont numériques, mais aussi de type sociologique pour pouvoir mieux connaître et appréhender la petite entreprise, en particulier dans les secteurs informel supérieur et intermédiaire <sup>18</sup>.

Certains objecteront que les artisans ne comprennent rien à la gestion et ne savent pas faire la différence entre un chiffre d'affaires et un bénéfice. C'est faux : seuls les mauvais entrepreneurs sont dans ce cas et ils sont vite éjectés du marché à moins qu'ils ne volent... En général, nos "prospects" avaient tous leurs comptes dans la tête <sup>19</sup>, même ceux qui n'avaient pas de cahiers, et ils connaissaient la variation de leurs marges même s'ils découvraient avec nous leur montant exact. Quant aux chiffres précédant la dévaluation, ils étaient encore frais puisqu'ils remontaient à l'année précédente.

### **3.3. Caractéristiques de la PE étudiée**

*L'entrepreneur*

C'est en général un homme âgé de plus de 36 ans, en province comme à Ouaga. 68% des entrepreneurs interrogés sont alphabétisés; 47% des alphabètes tiennent une comptabilité, mais seulement 29% des analphabètes. Les entrepreneurs sont plus passés par l'apprentissage à Ouaga (79%) qu'en province (67%) alors que leur fréquentation d'une école professionnelle est équivalente dans les deux zones : 14%. Dans plus de la moitié des cas, le besoin d'indépendance (24%) ou le besoin d'entreprendre (27%) sont les raisons principales qui ont poussé les entrepreneurs à se lancer dans les affaires.

Le mode de production se fait à *la commande* dans 67% des cas et non *en avance* (stocks de produits finis). La concurrence est virulente, surtout locale en province (91% des entreprises), mais aussi internationale à Ouaga (30%), de nombreux artisans étant concurrencés par les importations en provenance d'Europe, d'Asie ou de la sous-région : savons d'Europe de l'Est, équipement mobilier de France, vaisselle de Chine, huile de Malaisie, pièces détachées du Ghana, produits de beauté du Nigeria...

#### *L'apport personnel*

Depuis 20 années, *le financement du secteur informel n'a pas changé* que l'on se situe au niveau global ou à celui de l'informel supérieur [20](#) .

Sources de financement	Enquête Van Dijk (1976)	Enquête Prodia (1995)	Notre enquête (1995)
. Epargne personnelle	62,7%	67,8%	54,7%
. Aide de la famille	28,3%	18,9%	19,5%
. Epargne + aide familiale			17,6%
. Banque	0,3%		1,2%
. Projet/ONG/Caisse		5,4%	1,3%
. Tontine		7,9%	5,7%
. Autre	8,7%		

En effet, si on reprend les chiffres de Van Dijk, on s'aperçoit que 91% des PE sont financées par l'épargne personnelle et familiale [21](#) , alors que nous obtenons un chiffre équivalent (92%) en additionnant l'épargne personnelle (54,7%), l'aide de la famille (19,5%) et le cumul des deux (17,6%). Aide toi, le ciel t'aidera ! Telle est la maxime du petit entrepreneur qui doit dans les *deux tiers des cas* trouver seul le financement de son entreprise avant d'espérer compléter sa mise par un apport familial, éventuellement tontinier ou bancaire... On notera le rôle insignifiant des banques dans la création d'entreprise, ainsi que l'influence

relativement modeste des tontines par rapport à leur importance dans d'autres pays comme le Cameroun [22](#).

### Apport personnel pour quelques métiers

Métier	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum
Soudeur Province	740.000	550.000	150.000	2.000.000
Soudeur Ouaga	450.000	400.000	50.000	1.000.000
Menuisiers Prov.	400.000	200.000	30.000	1.360.000
Ferblantier	16.400	17.500	3.500	30.000
Bâtiment	1.510.000	2.000.000	30.000	2.500.000
Restaurateur	412.000	450.000	150.000	600.000

La valeur médiane [23](#) de l'apport personnel au moment de démarrage de l'activité est estimée à 240.000 FCFA. Mais il n'existe pas à priori de plancher pour entreprendre une activité. Souvent, le promoteur se prépare pendant plusieurs années en accumulant l'épargne nécessaire sans financement externe.

## 4. L'IMPACT DE LA DÉVALUATION

On étudiera cet impact en s'appuyant sur l'évolution des chiffres d'affaires, des coûts de production et de la rentabilité des petites entreprises interrogées [24](#). Pour refléter le terrain, nous avons donc utilisé l'outil comptable en le simplifiant afin de comparer les comptes d'exploitation entre 1993 et 1995.

### 4.1. Valeur scientifique de l'enquête

De la taille de l'échantillon dépend la précision de la mesure effectuée, qui se situe dans un intervalle de confiance (i) correspondant à l'erreur acceptée (e) sur chaque pourcentage (ou fréquence) mesuré [25](#) dans le cadre de l'enquête. Selon la fréquence (f) observée, cette erreur (e) se situerait pour un nombre de 173 enquêtes entre : + 7,5% et + 5%.

Chaque résultat de notre étude est donc valable, selon la fréquence des réponses obtenues, dans un intervalle de confiance (i) égal à :  $i = f + e$ .



Sa valeur maximale est de :  $f - 7,5\% < x < f + 7,5\%$ ,

et sa valeur minimale de :  $f - 5\% < x < f + 5\%$ ,

d'où une marge d'erreur située entre 15% et 10%.

Mais ce raisonnement n'est acceptable que pour les mesures qui concernent l'ensemble de notre échantillon, comme par exemple le taux d'alphabétisation, la tenue des comptes ou les données financières moyennes pour l'ensemble des entreprises interrogées.

En effet l'analyse des données a été réalisée sur deux plans : à un niveau global, mais aussi au niveau des différents métiers, afin de scruter l'impact de la dévaluation selon les catégories professionnelles. Dans ce deuxième cas, les données sont insuffisantes (moins de 10 enquêtes/métier) dans la plupart des cas, sauf pour les quatre métiers suivants, où la taille des échantillons est suffisante pour faire des extrapolations : nous avons en effet interviewé 27 commerçants, 28 soudeurs, 28 menuisiers et 22 tailleurs. Dans cette partie de l'étude, plutôt que de s'attacher à la valeur statistique des résultats, on retiendra surtout les tendances observées [26](#).

## **4.2. Chiffres d'affaires**

Grâce au questionnaire, nous avons donc reconstruit pour chaque entreprise interrogée deux comptes d'exploitation *mensuels* susceptibles d'être comparés avant et après la dévaluation.

### *Evolution des chiffres d'affaires depuis la dévaluation*

Selon les résultats de l'enquête, la moyenne des CA mensuels actuels est de 1.018.000 FCFA à Ouagadougou et de 588.000 FCFA en Province, la moyenne de l'enquête étant de 892.000 FCFA avec comme médiane 340.000 FCFA.

Avec la hausse du prix de vente des produits consécutive à *l'inflation*, la comparaison entre les CA mensuels d'avant et d'après la dévaluation ne permet pas d'évaluer l'évolution de l'activité des entreprises. Pour mesurer la variation effective du volume d'activité, nous avons dû calculer le taux de *variation réelle* du CA pour chaque métier. Ainsi on a affecté chaque chiffre d'affaires d'un coefficient, qui correspond à la hausse des prix observée dans le métier analysé. En cas de doute, le coefficient sera de 35%, niveau du taux d'inflation moyen retenu au Burkina Faso [27](#) entre Janvier 1994 et Juillet 1995 date de clôture de l'enquête.

En nous appuyant sur nos estimations et sur l'évolution des prix de vente de certains produits donné par l'INSD, nous avons trouvé dans les métiers suivants une hausse des prix de :

- Soudure : 40% minima
- Menuiserie : 31%
- Ferblantier : environ 37%
- Couture (sans les tissus) : 18%
- Dolo : 13%
- Restaurant : 25%
- Poterie : 15%.
- Autres métiers : nous appliquerons le coefficient moyen de l'inflation observée dans la période, soit 35%.

**Variations des chiffres d'affaires depuis la dévaluation**  
**Variation positive apparente**

METIERS	CA actuel	CA avant	Var. posit	Coeff.	Var. réelle
Commerçants (Oua)	2.344.400	2.032.100	15%	35%	-14%
Soudeurs (Prov.)	531.000	389.100	37%	40%	-2%
Menuisiers (Prov.)	281.600	271.100	4%	31%	-20%
Tailleurs (Prov.)	276.600	218.900	26%	18%	<b>7%</b>
Dolotières	530.300	329.600	61%	13%	<b>42%</b>
Ferblantiers	517.000	482.100	7%	37%	- 20%
Bâtiment	6.813.700	3.472.900	96%	35%	<b>45%</b>

**Variation négative apparente**

METIERS	CA actuel	CA avant	Var. négat	Coeff.	Var. réelle
Commerçants (Pro)	383.800	806.800	-52%	35%	-64%
Soudeurs (Ouaga)	664.700	776.000	-14%	40%	-38%
Menuisiers (Ouaga)	811.500	1.025.600	-21%	31%	-39%
Tailleurs (Ouaga)	364.400	515.800	-29%	18%	-40%
Forgerons	346.100	512.100	-32%	35%	-50%
Mécaniciens	57.800	75.700	-24%	35%	-43%
Restaurateurs	531.700	798.500	-33%	25%	-46%
Potières	61.200	68.500	-11%	15%	-22%
Photographes	240.200	239.600	-15%	35%	-36%

Le niveau d'activité n'a donc augmenté que chez les tailleurs de province, les dolotières et les entrepreneurs en bâtiment.

### 4.3. Coûts de production

La majorité des intrants utilisés par la PE sont importés par le secteur structuré burkinabè, la petite entreprise étant doublement tributaire pour son approvisionnement des importateurs locaux et des coûts du marché international.

#### a) Consommations intermédiaires

Le poste *consommations intermédiaires* comprend tout ce qui est consommé par l'entreprise sauf la main d'oeuvre pour assurer son fonctionnement, soit en simplifiant les éléments suivants :

- Energie, eau
- Matières premières
- Frais de distribution (emballages, transport, promotion)
- Location, etc.

Une première analyse des questionnaires a montré que le montant des consommations intermédiaires (CI) augmentait relativement plus vite que le chiffre d'affaires. Aussi avons-nous calculé le poids des consommations intermédiaires (CI) par métier en fonction du chiffre d'affaires (CA), soit le rapport (CI/CA) avant et après la dévaluation.

### Poids des consommations intermédiaires /CA

METIERS CI / CA actuel

CI / CA avant

METIERS	CI / CA actuel	CI / CA avant
Commerçants (Ouaga)	13%	11%
Commerçants (Province)	25%	36%
Soudeurs (Ouaga)	58%	50%
Soudeurs (Province)	70%	66%
Menuisiers (Ouaga)	56%	45%
Menuisiers (Province)	72%	63%
Tailleurs (Ouaga)	35%	26%
Tailleurs (Province)	43%	33%
Dolotières	53%	54%
Ferblantiers	57%	45%
Bâtiment	73%	63%
Forgerons	65%	58%
Mécaniciens	18%	10%
Restaurateurs	69%	55%
Potières	44%	38%
Photographes	24%	17%

On s'aperçoit que le *poids des intrants a partout augmenté* (sauf chez les dolotières, où il est relativement stable puisqu'elles n'importent rien) depuis la dévaluation. Cependant, on peut tirer trois autres observations de ce tableau :

1) le poids des intrants, hors main d'oeuvre ou consommations intermédiaires (CI/CA), est spécifique selon chaque métier : 58 à 70% chez les soudeurs ; 13% à 25% chez les commerçants (qui ne fabriquent rien) ;

2) dans les mêmes métiers comme les commerçants, les soudeurs, les menuisiers, les tailleurs, le poids des intrants est toujours plus élevé en province qu'à Ouagadougou à cause des frais de transport ;

3) L'augmentation du prix des intrants a été répercutée sur les prix de vente (donc le chiffre d'affaires). La variation de leur poids relatif par rapport au chiffre d'affaires (CA), occulte donc une augmentation brute beaucoup plus forte.

Signalons que deux sous-consommations intermédiaires ont peu évolué :

. celle en eau et en énergie qui est restée inférieure à l'inflation : *environ 22%* ;

. celle du montant des locations dont l'évolution est identique en province et à Ouagadougou : *augmentation insignifiante de 5%*.

#### b) Main d'oeuvre, impôts et taxes

Nous allons voir qu'ici la dévaluation a été très atténuée, l'augmentation de ces postes étant nettement inférieure à l'inflation ambiante.

#### *Main d'oeuvre*

Rappelons que les ouvriers n'ont que des contrats oraux et qu'ils ne sont pas déclarés à la caisse de sécurité sociale. Les salaires sont relativement les mêmes en province et à Ouagadougou et l'augmentation consécutive à la dévaluation est en *moyenne de 8%*, c'est à dire équivalente à celle de la fonction publique.

### **Salaire mensuel moyen des ouvriers en FCFA**

OUVRIER travaillant pour :	Salaire actuel	Salaire avant déval.
Commerçants (Ouaga)	22 700	20 000
Soudeurs (Ouaga)	16 800	15 100
Menuisiers (Ouaga)	22 300	21 200
Tailleurs (Ouaga)	17 900	19 300
Soudeurs (Province)	15 000	14 400
Tailleurs (Province)	11 000	11 000
Menuisier (Province)	15 000	12 500
Moyenne Ouaga tous	19 500	17 900

métiers		
Moyenne Province tous métiers	17 600	16 500
Moyenne totale tous métiers	18 900	17 400

Quant à l'indemnité mensuelle moyenne des apprentis, elle n'a pas changé et se situe toujours à environ 6.000 FCFA. Rappelons que les apprentis ne sont pas payés mais qu'ils reçoivent en général 200 FCFA par journée de travail pour se nourrir plus une gratification mensuelle de 1000 FCFA environ. On retrouve ici des rémunérations proches de celles calculées par Idrissa Ouédraogo [28](#).

#### *Impôts et taxes*

Dans ce poste sont inclus essentiellement les *patentes* payées en 1993 (et pour certains en 1994) ou la *contribution du secteur informel (CSI)* qui a définitivement remplacé les patentes ou taxes [29](#) assimilées en 1995 pour les PE dont le CA annuel est inférieur à 15 millions FCFA, soit la plupart des entreprises de notre échantillon. Le maximum mensuel de la CSI est de 8.300 FCFA (100.000 FCFA annuels) et son minimum mensuel de 250 FCFA (3000 FCFA annuels).

Les impôts sont restés stables durant cette période avec une moyenne mensuelle de 3.600 FCFA, la mise en place de la CSI n'ayant pas changé leur montant, ce qui a facilité l'acceptabilité de cette mesure en ces temps de vaches maigres...

#### **4.4. Analyse financière**

Après avoir calculé les chiffres d'affaires et les coûts de production, nous pouvons maintenant mesurer l'impact de la dévaluation sur la rentabilité des entreprises. Nous privilégierons ici comme indicateurs la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation.

##### a) La valeur ajoutée (V.A)

La valeur ajoutée est l'indicateur économique le plus significatif au niveau macroéconomique sur la contribution réelle d'une entreprise à l'économie nationale, la somme des valeurs ajoutées étant égale au produit intérieur brut (PIB).

Valeur ajoutée (VA) = + Chiffre d'affaires (CA)

- Achat de marchandises

- Consommations intermédiaires (CI).

En général sauf pour les commerçants, dans le calcul de la valeur ajoutée, le poste "achat de marchandises" est négligeable.

#### *Evolution de la valeur ajoutée*

La valeur ajoutée a baissé en moyenne de 14% avec des variations différentes selon les métiers. Vu l'augmentation du poids des consommations intermédiaires qui est passé de 37% à 46% dans le chiffre d'affaires alors que ce dernier n'a augmenté (nominalement) que de 5%, cette baisse confirme en les précisant les résultats antérieurs.

#### **Variation de la valeur ajoutée**

METIERS	VA actuelle	VA avant	Variation
Commerçants (Ouaga)	604.000	456.000	32%
Soudeurs (Province)	153.000	126.000	21%
Tailleurs (Province)	157.000	146.000	24%
Dolotières	240.000	149.000	61%
Entrepreneurs en bâtiment	1.815.000	1.259.000	44%
Commerçants (Province)	55.000	122.000	-55%
Soudeurs (Ouaga)	274.000	382.000	-28%
Menuisiers (Ouaga)	353.000	558.000	-37%
Menuisiers (Province)	77.000	98.000	-35%
Tailleurs (Ouaga)	226.000	377.000	-40%
Ferblantiers	219.000	262.000	-16%
Forgerons	118.000	212.000	-44%
Mécaniciens	47.000	68.000	-30%
Restaurateurs	163.000	354.000	-54%
Potières	33.900	42.300	-19%

Photographes	151.000	194.000	-22%
Moyenne Province	183.000	171.000	7%
Moyenne Ouaga	382.000	468.000	-18%
Moyenne tous métiers	300.000	349.000	-14%

La dévaluation serait-elle profitable aux provinciaux (par exemple les soudeurs ou les tailleurs) car leur clientèle est plus proche du monde rural, un secteur où les revenus se sont maintenus ? Nous évoquons cette hypothèse sans la soutenir car la situation est contrastée selon les entreprises et les métiers, la province n'étant pas toujours gagnante.

Les variations positives les plus significatives de ce tableau sont celles des *commerçants de Ouagadougou* (32%), des *dolotières* (61%) et des *entrepreneurs en bâtiment* (44%). Mais il faut relativiser cette augmentation à cause de l'inflation: la hausse des prix ne frappant pas uniformément les différents facteurs, il est difficile d'en tirer des conclusions générales.

#### *Le ratio de productivité du chiffre d'affaires*

Le ratio de productivité du chiffre d'affaires se calcule en divisant la valeur ajoutée par le chiffre d'affaires (VA/CA). Il indique le montant de la valeur ajoutée (VA) réalisée par franc de chiffre d'affaires (CA) : par exemple, pour 100 FCFA de CA, les dolotières obtiennent 45 FCFA de VA.

### **Productivité du chiffre d'affaires**

METIERS	VA/CA actuel	VA/CA avant
Commerçants (Ouaga)	<b>25,8%</b>	22,4%
Commerçants (Province)	14,4%	15,1%
Soudeurs (Ouaga)	41,2%	49,2%
Soudeurs (Province)	28,8%	32,4%
Menuisiers (Ouaga)	43,5%	54,4%
Menuisiers (Province)	27,4%	36,2%



Tailleurs (Ouaga)	62,1%	73,1%
Tailleurs (Province)	56,9%	66,7%
Dolotières	<b>45,3%</b>	45,2%
Ferblantiers	42,4%	62,8%
Bâtiments	26,6%	33,3%
Forgerons	34,1%	41,4%
Mécaniciens	81,5%	89,6%
Restaurateurs	30,6%	44,4%
Potières	55,4%	61,8%
Photographes	74,0%	81,2%
Moyenne Province	31,1%	37,6%
Moyenne Ouaga	37,5%	43,8%
Moyenne tous métiers	33,6%	41,3%

En comparant ces ratios avec ceux calculés par Charmes en 1989, on trouve des analogies intéressantes pour les métiers étudiés dans les deux enquêtes : Charmes trouve en effet un ratio de productivité égal à 37% pour les menuisiers, 64% pour les tailleurs, 42% pour les dolotières, 89% pour les mécaniciens et 37% pour les restaurateurs.

Remarquons aussi que ce ratio est plus élevé à Ouagadougou (37%) qu'en Province (31%) et que son évolution (négative) a été analogue dans les deux zones. Sauf pour les *commerçants de Ouaga et les dolotières*, le ratio a partout baissé y compris dans les métiers où la valeur ajoutée avait augmenté comme les soudeurs et les tailleurs de province ou les entrepreneurs en bâtiment.

#### b) L'excédent brut d'exploitation (EBE)

L'excédent brut d'exploitation (EBE) représente le solde financier ultime avant le calcul du résultat brut d'exploitation (RBE) qui, lui, comprend amortissements et provisions.

Excédent brut d'exploitation = + Valeur ajoutée

(EBE) - Main d'oeuvre

- Impôts et taxes.

### *Evolution de l'excédent brut d'exploitation*

L'EBE a une importance toute particulière pour notre analyse car c'est un indicateur strictement lié à la production de l'entreprise : il est indépendant des charges financières ce qui favorise la comparaison entre les deux périodes.

Nous avons vu que les impôts étaient restés relativement stables depuis la dévaluation et que les salaires n'avaient augmenté que de 8% pour les ouvriers, l'indemnisation des apprentis restant identique. *Main d'oeuvre et Impôts* auront donc une incidence minimale sur la variation de l'EBE qui restera proche de celle de la VA [30](#).

### *Variation de l'excédent brut d'exploitation*

METIERS	EBE actuel	EBE avant	Variation
Commerçants (Ouaga)	494.000	370.000	33%
Soudeurs (Province)	115.000	92.000	26%
Tailleurs (Province)	114.000	97.000	17%
Dolotières	217.000	116.000	87%
Entrepreneurs en bâtiment	1.040.000	653.000	59%
Commerçants (Province)	52.000	117.000	-55%
Soudeurs (Ouaga)	235.000	348.000	-32%
Menuisiers (Ouaga)	307.000	515.000	-40%
Menuisiers (Province)	75.000	98.000	-23%
Tailleurs (Ouaga)	174.000	317.000	-45%
Ferblantiers	145.000	184.000	-21%
Forgerons	85.000	188.000	-55%
Mécaniciens	16.000	27.000	-40%
Restaurateurs	120.000	287.000	-58%
Potières	28.000	36.000	-22%

Photographes	106.000	155.000	-31%
Moyenne Province	117.000	115.000	2%
Moyenne Ouaga	306.000	401.000	-23%
Moyenne tous métiers	229.000	286.000	-20%

La rentabilité des dolotières et des entrepreneurs en bâtiment doit être mise en corrélation avec l'accroissement de leur activité : variation réelle en tenant compte de l'augmentation des prix de vente de +42% du chiffre d'affaires (CA) pour les dolotières et de +45% pour les entrepreneurs en bâtiment. La variation positive chez les soudeurs et les tailleurs de province s'explique par la proximité du monde rural qui a réussi à maintenir son pouvoir d'achat. Quant aux commerçants de Ouagadougou, ils ont une position incontournable.

Les variations négatives les plus significatives de l'EBE se rencontrent chez les restaurateurs, les commerçants de province, les forgerons, les tailleurs de Ouaga, les menuisiers de Ouaga, les mécaniciens, ces métiers ayant tous enregistré une forte diminution de leur activité dans les deux années qui ont suivi la dévaluation.

#### *Le ratio de marge brute (EBE/CA)*

Le taux de marge brute (EBE/CA) ou ratio d'excédent brut d'exploitation est un indicateur de la capacité bénéficiaire d'une entreprise. Il se calcule en divisant l'excédent brut d'exploitation (EBE) par le chiffre d'affaires et indique pour 100 FCFA de chiffre d'affaires réalisé, le montant du bénéfice brut hors amortissements.

#### *Le ratio de marge brute*

METIERS	EBE/CA actuel	EBE/CA avant
Commerçants (Ouaga)	<b>21,1%</b>	18,2%

Commerçants (Province)	13,7%	14,5%
Soudeurs (Ouaga)	35,3%	44,8%
Soudeurs (Province)	21,7%	23,7%
Menuisiers (Ouaga)	37,9%	50,2%
Menuisiers (Province)	17,8%	28,4%
Tailleurs (Ouaga)	47,8%	61,4%
Tailleurs (Province)	41,3%	44,3%
Dolotières	<b>40,9%</b>	35,2%
Ferblantiers	28%	38,2%
Bâtiments	15,3%	18,8%
Forgerons	24,6%	36,7%
Mécaniciens	28,2%	35,9%
Restaurateurs	22,6%	36%
Potières	45,4%	50,5%
Photographes	52%	64,9%
Moyenne Province	19,9%	25,3%
Moyenne Ouaga	30,1%	37,5%
Moyenne tous métiers	25,7%	33,8%

Ce tableau sera le diagnostic final de notre enquête.

Que nous dit-il ? *Que la marge bénéficiaire des entreprises a diminué depuis la dévaluation*, et que même les entreprises qui ont développé leur activité et leur excédent brut d'exploitation, comme les entrepreneurs en bâtiment subissent cette baisse.

La plupart des entrepreneurs ont du diminuer leurs marges : ils ont augmenté leurs prix au minimum pour conserver leur clientèle. Cette baisse des marges est d'ailleurs une preuve de la flexibilité des PE et de leur adaptation au nouveau contexte économique : à défaut d'augmenter leur taux de marge brute (EBE/CA), certaines activités sont arrivées à augmenter leur chiffre d'affaires et, in fine, à améliorer leurs résultats en valeur absolue.

En conclusion, seuls le bâtiment qui a le vent en poupe (ne serait-il pas devenu une valeur refuge ?), le dolo, produit de substitution facile à fabriquer, et le commerce de Ouagadougou (situation de

monopole) sont florissants depuis la dévaluation. Ailleurs, à l'exception de quelques artisans de province (soudeurs, tail leurs), la situation est celle d'une crise généralisée.

## MORT OU RÉSURRECTION ?

L'avenir de l'Afrique de l'Ouest passe probablement plus par la dynamisation du secteur informel supérieur ou intermédiaire, que par la croissance d'un secteur moderne extraverti en stagnation depuis une génération [31](#). Cependant la dévaluation a affaibli de nombreuses petites entreprises à cause de la dépression des marchés urbains, avec la baisse générale du revenu des ménages [32](#). Globalement, les *chiffres d'affaires réels* ont baissé de 22%, la *valeur ajoutée* de 14% et les *marges* de 24%. De plus, restriction des dettes, augmentation des créances et hausse des coûts de production ont entraîné une *augmentation des besoins en fonds de roulement*.

Les petits entrepreneurs se plaignent du raccourcissement des délais de paiement accordés par leurs fournisseurs alors que, pour pouvoir vendre, de nombreux commerçants sont obligés de "faire crédit". Pour répondre à l'augmentation de ces besoins en fonds de roulement, le crédit auprès de sources externes pouvait être une solution. En fait, seuls 23% des entrepreneurs interrogés ont pu emprunter de l'argent à un projet, une caisse populaire ou un particulier, 5,7% seulement ayant obtenu *un crédit bancaire*...

Les grandes sociétés sont aussi victimes de la contraction de la demande, de l'augmentation des coûts de production et de difficultés financières. Certaines ont réorganisé leurs circuits d'approvisionnement en s'orientant vers l'Asie pour l'achat de leurs intrants et diminué leurs marges pour ne pas répercuter la hausse des coûts de production. Ceci leur a permis de rebondir en 1995 comme la SAP (fabrication de pneumatiques) ou la SIFA (chaîne de montage de cycles) à Bobo Dioulasso [33](#). Les PE n'ont pas la même latitude pour réorienter leurs importations (intrants ou matériel d'équipement); néanmoins, le monde du petit entrepreneuriat connaît des mutations, réflexes de survie et d'adaptation au nouveau contexte économique. C'est la raison pour laquelle, *une nouvelle dévaluation* risquerait de démobiliser définitivement un entrepreneuriat qui relève à peine la tête après la secousse de janvier 1994, alors qu'il a engrangé peu de bénéfices depuis l'amélioration théorique de sa compétitivité...

En fait, les "contestataires" des thèses du FMI et de la Banque Mondiale avaient raison. *"On voudrait nous faire admettre des évolutions économiques quasi miraculeuses qui restaureraient la compétitivité des économies africaines alors que l'offre de produits de base est excédentaire..., et que l'industrie locale est inexistante ou presque..."*. [34](#) *"Pour qu'une meilleure compétitivité des industries locales soit observée..., il faudrait que l'appareil productif utilise peu d'intrants importés"*, la dépendance technologique rendant illusoire de surcroît une possibilité réelle de substitution aux importations [35](#).

D'ailleurs, il n'y aura pas de développement des PE sans une véritable politique de *formation technique* accompagnée d'une *réorientation des modèles technologiques*. Le concept de technologie appropriée et meilleur marché n'a pas pris une ride : il suffit de le rendre plus "sudiste" et d'oublier la vieille mais trop sophistiquée Europe. C'est vers l'Inde, l'Asie du Sud Est ou l'Afrique anglophone que les petits entrepreneurs (et les structures d'appui) doivent se tourner pour impulser un nouveau développement, en particulier dans le domaine des matériels d'équipement. Qu'ils s'inspirent de la spécialisation flexible [36](#) qui se développe en Asie avec une main d'œuvre douée d'une mentalité innovatrice, l'utilisation de technologies et d'équipements polyvalents et le regroupement de micro et petites entreprises en réseaux pour la sous-traitance et la promotion de nouveaux produits. Qu'ils auscultent aussi le Nigeria ou le Ghana, peut-être des modèles de l'Afrique de demain avec leurs pépinières d'entreprises dynamiques !

Ouagadougou, le 20 octobre 1996.

---

## Notes

1 .Le capitaine Sankara a impulsé entre 1983 et 1987 une rénovation du pays, basée sur le nationalisme et une idéologie tiers-mondiste à tendance marxisante.

2 . Son PIB était de 311\$ en 1993 et de 180\$ en 1994, la

dévaluation l'ayant ramené à un niveau inférieur à celui de 1985 (INSD, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ouagadougou).

3 . UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine (Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

4 . Macroéconomie et finances, n-5, Coopération française, Juin 1995.

5 . Macroéconomie et finances, *op. cit.*

6 . Signalons à ce propos, de Pascal Labazée, Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso, Karthala, 1988, ouvrage plutôt spécialisé sur le secteur formel.

7 . Idrissa Ouedraogo, Guéda Jacques Ouedraogo, Etude sur le secteur informel au Burkina Faso, Banque Mondiale, Ouagadougou, 1994.

8 .L'étude a été réalisée grâce à un soutien de l'Université de Groningue aux Pays-Bas. Les enquêtes ont été effectuées par nos étudiants de Maîtrise en sciences de gestion (MSG), et le traitement des données par Nana Issa notre assistant à la FASEG, Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Ouagadougou.

9 . Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020, OCDE-BAD-CILSS, 1994.

10 . Plateau Mossi, Sahel, Ouest, Sud-ouest, Zones frontières du Sud et de l'Est.

11 . M.-P. van Dijk, Le secteur informel de Ouagadougou, L'Harmattan, 1986.

12 . Office national pour l'emploi, Enquête sur le secteur informel, 1987.

13 . J. Charmes, Enquêtes légères sur le secteur informel, Ouagadougou, 1989.

14 . Idrissa Ouedraogo, The urban informal sector in Burkina Faso, PhD, Université du Tennessee, Knoxville, 1995.

15 . J-L. Camilleri, *op. cit.*, La petite entreprise africaine, Chap. I : "Sociologie de la petite entreprise".

16 . Valeur ajoutée (VA) = Chiffre d'affaires (CA) - Achat de marchandises - Consommations intermédiaires

Excédent brut d'exploitation (EBE) = VA - Main d'\_uvre - Taxes

17 . Jean-Luc Camilleri, Dialogue avec la brousse, L'Harmattan, 1993, chap. III : "L'enquête sur le terrain".

18 . Nous pensons d'ailleurs que le concept de secteur informel, trop généraliste, est appliqué à un domaine trop diversifié pour être discriminant.



19 . "Tout est est dans ma tête " rétorqua un jour El Hadj Oumar Kanazoé, homme d'affaires burkinabè milliardaire, à un partenaire qui lui reprochait de ne pas avoir amené ses livres de comptes.

20 . Van Dijk (*op. cit.*) a des chiffres d'affaires moyens mensuels de 90.000 FCFA alors que, dans notre enquête, le CA mensuel moyen est de 892.000 FCFA après la dévaluation et 846.000 FCFA avant, soit un CA environ dix fois plus élevé.

21 . Lootvoet trouve lui aussi 91% (épargne personnelle + aide familiale) dans son enquête sur 476 PE de 4 villes de Côte d'Ivoire (1988) *in* Entreprises et entrepreneurs africains, sous la direction de S. Ellis et Y-A. Fauré, Karthala, 1995.

22 . J-L. Camilleri, *op. cit.*, La petite entreprise africaine, chap. IV : "La création d'entreprise et son financement". Lire aussi de J-P. Warnier, L'esprit d'entreprise au Cameroun, Karthala, 1993.

23 . La médiane est la valeur centrale d'une série : c'est un indicateur de position puisqu'il y a autant de valeurs recensées avant et après la médiane.

24 . Le tableau de l'ensemble des résultats de l'enquête est donné en Annexe.

25 . Au seuil de probabilité de 95%, on calcule cette erreur théorique (ou intervalle de confiance) en fonction de la taille de l'échantillon et des fréquences observées dans les réponses selon la formule : \_\_\_\_\_

$$e = 1,96 \sqrt{f(1-f)/n}$$

26 . La variabilité des données pour les commerçants, soudeurs, menuisiers et tailleurs (médiane, minimum, maximum) est présentée en Annexe.

27 . Formule du taux de variation réelle du chiffre d'affaires en supposant une hausse des prix de 35% :  $t = (CA \text{ act.} - 1,35*CA \text{ av. dévaluation}) / 1,35*CA \text{ av. dévaluation}$ .

28 . Idrissa Ouedraogo, *op. cit.*

29 . La Contribution du secteur informel sera considérée comme une taxe et non comme un impôt sur le revenu.

30 . Nous n'avons pas pris en compte dans le calcul de l'EBE le salaire (théorique) que l'entrepreneur est censé recevoir car nous l'ignorons, le petit entrepreneur se servant directement dans la caisse en fonction des bénéfices réalisés. De toute façon, selon la définition comptable de l'EBE, les salaires des dirigeants ne peuvent figurer dans les charges d'une entreprise que pour une SA ou une SARL, statut juridique exceptionnel pour une petite entreprise.

31 . Cf. J-M. Cour, Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020, OCDE/BAD/CILSS, 1994.

32 . On observe le même phénomène dans plusieurs autres pays, dont le Cameroun. Cf. Ph. Hugon, "Le Cameroun dans l'entre-deux, Sortir de la récession et préparer l'après pétrole", Politique Africaine, juin 1996.

33 . Enquêtes de l'auteur au Burkina avec ses étudiants de MSG entre 1994 et 1996.

34 . B. Coquet et J-M. Daniel, "Une dévaluation inutile", Techniques financières et développement n-35, 1994.

35 . E. M'Bok in *Dévaluation, Un ajustement improbable...* Politique africaine, n-54, 1994.

36 . M-P. van Dijk, Symposium on industrial districts and technology, United Nations, New York/Genève, 1994.